

Quels vœux pour les 5000 postes de fonctionnaires de l'Éducation Nationale supprimés dans la Région depuis que vous êtes aux affaires M. le Président ?

Service public
d'Éducation
en danger

M.Sarkozy choisit notre région pour présenter ses vœux aux fonctionnaires ! Humour noir ou cynisme ? Il choisit la région qui souffre le plus des suppressions depuis 6 ans, **et qui paiera encore le tribut le plus lourd en 2008, avec 777 suppressions de postes prévues.**

Le ministère annonce la suppression de 687 postes d'enseignants dans l'académie de Lille. Avec un recul de 1.86 % du nombre d'élèves dans le secondaire, ce sont 2.54 % des postes existants qui seraient ainsi supprimés. Il faut y ajouter la suppression de 29 postes d'administratifs dans les établissements, de 35 postes d'étudiants surveillants Dans le 1er degré, l'académie toujours en situation déficitaire ne remplit pas toutes ses missions : éducation prioritaire, réseaux ambitions réussite, remplacements, formation initiale et continue, école rurale... Aucune création n'est prévue !

Notre région serait elle si favorisée pour justifier ce massacre ? Pourtant les indicateurs témoignent de la difficulté scolaire (réussite moindre aux examens, poursuite d'études longues, etc)

Notre région aurait elle réduit les écarts qui montrent l'ampleur de la difficulté sociale ? Chômage, illettrisme, santé... Nombreux sont nos élèves qui auraient au contraire besoin de services publics renforcés !

Le gouvernement multiplie les cadeaux aux plus favorisés et affirme que les caisses sont vides. Pourquoi alors faire 15 milliards de cadeaux aux plus riches et laisser se dégrader l'enseignement, bourrer les classes, réduire les enseignements et fermer les options ?

Moins nombreux, mal payés, méprisés, les fonctionnaires en ont assez !

Ils réclament donc :

- ▶ le maintien des postes et l'abondement des moyens (arrêt du recours aux précaires, diminution des heures supplémentaires, recrutement de personnels statutaires) pour permettre à l'Éducation Nationale d'amener tous les jeunes au plus haut niveau de formation.
- ▶ le retrait de la réforme imposée du bac professionnel en 3 ans ; le maintien des 3 voies de formation après le collège et la création de passerelles entre tous les niveaux actuels.
- ▶ la revalorisation des salaires pour compenser les pertes du pouvoir d'achat et l'augmentation du point d'indice.
- ▶ l'ouverture de négociations qui fondent la revalorisation du métier non sur l'individualisation et le mérite, mais sur le maintien et l'amélioration des statuts.
- ▶ l'abrogation de la loi Péresse et une vraie réforme de l'enseignement supérieur.

Nous serons en grève le 24 janvier pour défendre nos emplois et nos salaires, mais nous comptons sur la mobilisation de tous pour ne pas laisser sacrifier l'avenir des jeunes !